



# Assemblée générale

Distr. générale  
16 août 2021  
Français  
Original : anglais

## Soixante-seizième session

Point 73 b) de l'ordre du jour provisoire\*

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,  
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée :  
application intégrale et suivi de la Déclaration  
et du Programme d'action de Durban**

## **Appel mondial à l'action pour l'élimination totale du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et pour l'application intégrale et le suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban\*\***

### **Rapport du Secrétaire général**

#### *Résumé*

Le présent rapport a été établi en application de la résolution [75/237](#), dans laquelle l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-seizième session un rapport sur l'application de ladite résolution. On y trouve des exemples de mesures prises par des États Membres pour éliminer le racisme et la discrimination raciale et d'activités menées à cette même fin par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les mécanismes de suivi de Durban, les organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits humains et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, ainsi que par le Département de la communication globale du Secrétariat de l'ONU et par des entités du système des Nations Unies. L'année 2021 marque le vingtième anniversaire de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, anniversaire qui a lieu à un moment décisif de la lutte pour la justice raciale. On trouvera dans ce rapport plusieurs recommandations, notamment celle de prendre toutes les mesures nécessaires pour éradiquer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, conformément au droit international des droits de l'homme, et pour appliquer les recommandations pertinentes, comme celles figurant dans le rapport de la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits

\* [A/76/150](#).

\*\* Le présent rapport a été soumis après la date limite afin que puissent y figurer les informations les plus récentes.



de l'homme sur la justice et l'égalité raciales ([A/HRC/47/53](#)), qui a été établi en application de la résolution [43/1](#) du Conseil des droits de l'homme et comprend un programme axé sur une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales.

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 75/237, l'Assemblée générale a souligné que des millions de personnes continuaient d'être victimes du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, y compris de leurs formes et manifestations contemporaines. Elle a également réaffirmé que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que toute doctrine de supériorité raciale était scientifiquement fausse, moralement condamnable, socialement injuste et dangereuse et devait être rejetée, à l'instar des théories qui prétendaient poser l'existence de races humaines distinctes. En outre, elle s'est dite consciente que les États avaient pris des mesures et des initiatives pour interdire la discrimination et la ségrégation raciales et permettre la pleine jouissance des droits civils et politiques, ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels.

2. Dans la même résolution, l'Assemblée s'est félicitée de l'action menée par la société civile à l'appui des mécanismes de suivi aux fins de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban adoptés par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Elle a aussi souligné la nécessité de promouvoir la tolérance, l'inclusion et le respect de la diversité, ainsi que de rechercher un terrain commun entre les civilisations et au sein de chaque civilisation afin de faire face, par la coopération, le partenariat et l'inclusion, aux défis communs se dressant devant l'humanité, défis qui menaçaient les valeurs partagées, les droits humains universels et la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Enfin, elle s'est déclarée alarmée par la montée des discours de haine dans le monde, qui constituaient une incitation à la discrimination, à la haine et à la violence raciale, et par la propagation dans de nombreuses régions du monde de mouvements racistes et extrémistes fondés sur des idéologies destinées à promouvoir des programmes nationalistes et d'extrême droite ainsi que la supériorité raciale.

3. Pour établir le présent rapport, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a sollicité, en application de la résolution de l'Assemblée générale, les contributions des États Membres et d'autres parties prenantes. Au total, 18 États Membres et 1 organisation régionale ont répondu à l'appel : l'Andorre, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, le Brésil, le Cambodge, le Costa Rica, Cuba, l'Équateur, la Fédération de Russie, le Guatemala, l'Iraq, l'Irlande, l'Italie, Maurice, la Namibie, le Qatar, la Suisse, le Turkménistan et l'Union européenne. On trouvera dans le présent rapport un résumé des communications reçues, des informations sur les activités menées par les entités des Nations Unies, les organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et les mécanismes de suivi de Durban, ainsi que des conclusions et des recommandations.

4. La publication de ce rapport coïncide avec le vingtième anniversaire de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. La célébration de cet anniversaire arrive à un moment décisif de la lutte pour la justice raciale, au lendemain des manifestations sans précédent qui ont été organisées dans le monde entier à la suite de la mort de George Floyd, en mai 2020. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis encore davantage en évidence les inégalités et la discrimination raciale dont sont victimes certaines personnes et certains groupes en raison de leur origine nationale, raciale ou ethnique, notamment pour avoir accès aux soins de santé et pour obtenir les informations voulues, qui ne sont pas aisément accessibles ou font défaut<sup>1</sup>. En outre, les personnes

<sup>1</sup> HCDH, « La discrimination raciale dans le contexte de la crise de la COVID-19 », 22 juin 2020.

appartenant à certains groupes raciaux ou ethniques sont souvent surreprésentées dans les professions les plus exposées aux risques liés à la pandémie. Lorsqu'elles sont disponibles, les données ventilées font ressortir de manière plus claire encore les disparités raciales qui existent en matière d'accès et les conséquences disproportionnées de la pandémie sur certains groupes<sup>2</sup>.

## II. Mesures prises aux fins de l'application de la résolution 75/237

### A. Cadres juridiques et institutionnels

5. Plusieurs États ont indiqué que leur constitution nationale interdisait la discrimination raciale. L'Andorre a signalé que sa constitution précisait que toutes les personnes étaient égales devant la loi et que nul ne pouvait faire l'objet d'une discrimination pour des raisons de naissance, de race, de sexe, d'origine, de religion, d'opinion ou de toute autre condition personnelle ou sociale. Elle a également fait observer qu'elle avait intégré dans son système juridique les traités et les accords internationaux qu'elle avait adoptés ainsi que la Déclaration universelle des droits de l'homme. La Bosnie-Herzégovine a déclaré avoir accordé une attention particulière, dans sa constitution, à la protection des droits consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme et à la prévention et à l'élimination de toutes les formes de discriminations, raciales et autres. L'Azerbaïdjan a fait savoir que d'après sa constitution, l'État garantissait à toutes et à tous l'égalité des droits, sans distinction de race, de nationalité, de langue ou de genre.

6. Certains États ont indiqué qu'en plus d'avoir inscrit le principe d'égalité et de non-discrimination dans leur constitution, ils avaient adopté des lois qui portaient expressément sur la discrimination raciale. En Bosnie-Herzégovine, par exemple, la loi de 2009 portant interdiction de la discrimination protégeait les citoyennes et citoyens contre la discrimination dans tous les domaines de la vie. De nouvelles modifications avaient été apportées à cette loi de manière à y inclure la protection des personnes handicapées, des personnes âgées et des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes contre la discrimination, ce qui avait permis de la mettre en conformité avec les normes de l'Union européenne et les normes internationales relatives aux droits humains. Le pays avait également adopté une loi visant à mettre un terme à la discrimination dans le sport.

7. Le Brésil a expliqué que la loi n° 12288, adoptée en 2010, avait pour objectif de garantir aux personnes d'ascendance africaine une réelle égalité des chances. Cette loi avait porté création du système national de promotion de l'égalité raciale, qui servait à mettre en application les politiques et les services élaborés par le Gouvernement fédéral pour remédier aux inégalités dans le pays. Le Cambodge a indiqué que d'après sa constitution, toutes les citoyennes et tous les citoyens khmers étaient égaux devant la loi, jouissaient des mêmes droits et libertés et avaient les mêmes devoirs, sans distinction de race, de couleur de peau, de genre, de langue, de croyances religieuses, d'orientations politiques, de naissance, de statut social, de patrimoine, ou de tout autre statut. La Constitution prévoyait également qu'une personne ne pouvait exercer ses droits et sa liberté que dans la mesure où cela ne portait pas atteinte aux droits et à la liberté des autres.

<sup>2</sup> HCDH, « Disproportionate impact of COVID-19 on racial and ethnic minorities needs to be urgently addressed – Bachelet », 2 juin 2020, et « Principes directeurs concernant la COVID-19 », 8 mai 2020.

8. Dans sa communication, Cuba a rappelé que d'après sa constitution, toutes les personnes étaient égales devant la loi, avaient droit à la même protection et au même traitement de la part des autorités, jouissaient des mêmes droits et libertés et bénéficiaient de l'égalité des chances, sans discrimination liée au sexe, au genre, à l'orientation sexuelle, à l'identité de genre, à l'âge, à l'origine ethnique, à la couleur de peau, aux croyances religieuses, au handicap ou à l'origine nationale ou territoriale, ou à toute condition ou circonstance personnelle qui entraînerait une différenciation préjudiciable à la dignité humaine.

9. L'Équateur a dit que, dans sa constitution, l'État équatorien était défini comme un État multiculturel et plurinational. Aux termes de l'article 3, l'un des principaux devoirs de l'État était de garantir à toutes les habitantes et tous les habitants du pays, sans aucune discrimination, la jouissance effective des droits établis par la Constitution et les instruments internationaux, notamment les droits à l'éducation, à la santé, à l'alimentation, à la sécurité sociale et à l'eau. Le Guatemala a déclaré que selon sa constitution, tous les êtres humains étaient libres et égaux en dignité et en droits. La Namibie a signalé que l'article 10 de sa constitution prévoyait que toutes les personnes étaient égales devant la loi et que nul ne pouvait faire l'objet d'une discrimination au nom du genre, de la race, de la couleur de peau, de l'origine ethnique, de la religion, de la croyance ou du statut social ou économique. L'Iraq a fait savoir que le principe de non-discrimination faisait partie intégrante de sa constitution.

10. La Namibie a mis en avant le fait que sa loi sur la discrimination raciale (*Racial Discrimination Prohibition Act*) criminalisait la discrimination raciale et érigeait en infraction la diffusion d'idées ayant trait au concept de supériorité raciale. Le Parlement avait également adopté une loi relative à l'abrogation des lois obsolètes (*Repeal of Obsolete Laws Act*), qui avait abrogé les lois et les textes réglementaires ayant un caractère discriminatoire au nom de la race, du genre, de la couleur de peau, de l'origine ethnique, de la religion, des croyances ou du statut social et économique.

11. L'Union européenne a mis l'accent sur le fait que toute discrimination au nom de la race ou de l'origine était interdite en son sein, en vertu de la directive relative à l'égalité raciale. De plus, l'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne proscrivait toute discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique, entre autres.

## **B. Mesures nationales de lutte contre la discrimination raciale**

12. Dans leurs communications, les États ont donné des exemples de mesures mises en place au niveau national pour éliminer la discrimination raciale. Ainsi, le Brésil a fait savoir qu'il avait engagé des projets d'éducation antiraciste, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement. Il avait également lancé d'autres initiatives destinées à obtenir des améliorations concrètes, notamment le Projet Citernes, un programme national en faveur des techniques de collecte des eaux de pluie et des autres techniques à vocation sociale permettant d'améliorer l'accès à l'eau : ce projet visait à renforcer les droits des communautés et des peuples traditionnels et avait permis d'installer des citernes dans les États de Bahia, de Ceará, du Goiás, du Minas Gerais, de Paraíba et de Piauí.

13. Le Costa Rica a souligné qu'avec l'appui de l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement, il avait mis en route un projet dont l'objectif était de faire appliquer l'article 1<sup>er</sup> de la constitution du pays, en s'attachant particulièrement à prendre en compte la population d'ascendance africaine et à la rendre visible.

14. Cuba a appelé l'attention sur la Commission José Antonio Aponte, qui avait été créée en 2009 dans le cadre de l'Union des écrivains et des artistes de Cuba et dont l'objectif était de lutter contre le racisme et la discrimination raciale d'un point de vue culturel, en mettant en valeur l'héritage africain de l'île dans les programmes d'études de différents niveaux d'enseignement ainsi que dans les médias, les milieux universitaires et scientifiques et les revues périodiques, et sur les réseaux sociaux.

15. L'Équateur a indiqué avoir pris des mesures visant à promouvoir l'égalité et l'éradication du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Le Secrétariat aux droits humains du pays avait publié des directives, dont un protocole sur la prévention de la COVID-19 chez les peuples et nationalités autochtones, les Afro-Équatoriens et les Montubios d'Équateur. Le Costa Rica a déclaré que les principes d'égalité et de non-discrimination étaient au cœur de la mise en œuvre des mesures nationales de riposte face à la pandémie, que celles-ci prenaient en compte la diversité du pays en matière d'origine ethnique, de genre, de culture et de langues et qu'elles tenaient compte des questions de genre et de l'intersectionnalité. La Suisse a fait savoir qu'elle avait analysé les effets de la crise sanitaire liée à la pandémie sur la fréquence des cas de discrimination raciale dans le pays.

### **C. Droit pénal**

16. L'Andorre a signalé que toute motivation discriminatoire (définie comme le fait de tenir compte de la naissance, de l'origine, de l'appartenance nationale ou ethnique, de la couleur de peau, du genre, de la religion ou des opinions philosophiques, politiques ou syndicales d'une personne physique, ou bien de toute autre condition personnelle ou sociale la concernant, telles que ses capacités physiques ou mentales, son mode de vie, ses coutumes, sa langue, son âge, son identité sexuelle ou son orientation sexuelle) était considérée comme une circonstance aggravante pour toutes les infractions recensées dans son code pénal. La Bosnie-Herzégovine a déclaré que la diffusion d'idées en lien avec la discrimination ou la haine raciales constituait une infraction pénale. Au Cambodge, le Code pénal prescrivait l'application de la responsabilité pénale pour tous les actes ayant trait à la discrimination. Cuba a fait savoir que quiconque se rendait coupable de discrimination contre une autre personne, promouvait la discrimination, incitait à la discrimination ou diffusait des idées de supériorité raciale ou propageait la haine raciale était passible de sanctions pénales. Maurice a indiqué que son code pénal prévoyait des sanctions pour l'infraction d'incitation à la haine raciale. L'Union européenne a rappelé que l'objectif de la décision-cadre du Conseil datée du 28 novembre 2008 était de lutter contre certaines formes et manifestations de racisme et de xénophobie au moyen du droit pénal.

### **D. Institutions nationales des droits humains et plans d'action, stratégies et politiques en place au niveau national**

17. L'Andorre a signalé qu'elle avait élaboré une politique générale en faveur de l'égalité et de la participation citoyenne dont l'objectif était de veiller à la prise en compte du principe d'égalité dans toutes les politiques publiques, conformément au plan stratégique du pays pour la réalisation des objectifs de développement durable.

18. La Bosnie-Herzégovine a noté qu'elle s'était dotée de Médiateur(trice)s pour les droits humains. Elle a également fait état de modifications apportées à la loi portant création de cette fonction, modifications qui ont notamment eu pour objet de garantir l'indépendance financière de l'institution, conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de

l'homme (Principes de Paris), aux recommandations de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) et aux normes internationales et européennes.

19. Le Brésil a fait observer qu'en 2003, il avait instauré une politique nationale de promotion de l'égalité raciale visant à réduire les inégalités raciales dans le pays, à protéger les droits des personnes et à mettre un terme aux violations des droits humains, notamment au moyen de politiques, et à établir un cadre relatif à l'action positive.

20. Le Costa Rica a indiqué que sa commission interinstitutionnelle pour le suivi et l'application des obligations internationales relatives aux droits humains avait été établie en tant qu'organe consultatif permanent rattaché au Ministère des affaires étrangères. La Commission serait chargée de coordonner la mise en application, au niveau national, des obligations internationales relatives aux droits humains, en travaillant de façon concertée avec les institutions de l'administration centrale, les autorités publiques et les organisations de la société civile. Elle avait supervisé l'élaboration de la Politique nationale pour une société exempte de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie (2014-2025). En outre, le Costa Rica avait adopté un plan national d'intégration pour la période 2018-2022 destiné à garantir l'intégration et l'inclusion sociale des personnes migrantes et réfugiées.

21. Cuba a fait savoir qu'elle avait mis en place, depuis 2019, un programme national de lutte contre le racisme et la discrimination raciale visant à dresser la liste des facteurs historiques, économiques, esthétiques, politiques, sociaux, psychologiques et culturels susceptibles de former un terreau propice à la discrimination raciale dans le pays, ainsi que les moyens possibles de remédier à celle-ci d'ici à 2030.

22. L'Équateur a déclaré avoir adopté des politiques de lutte contre la discrimination, notamment le Plan plurinational pour l'élimination de la discrimination raciale et de l'exclusion ethnique et culturelle, dont l'objectif était d'éliminer toutes les formes et pratiques systématiques de discrimination raciale et d'exclusion ethnique culturelle, afin de promouvoir une citoyenneté plurielle, interculturelle et inclusive par l'intermédiaire des politiques publiques de l'État. En outre, un instrument de planification sectorielle et intersectorielle axé sur l'inclusion, le Programme pour l'égalité des droits des nationalités et des peuples autochtones, du peuple afro-équatorien et du peuple montubio (2019-2021), avait été élaboré par le Conseil national pour l'égalité des peuples et des nationalités.

23. L'Irlande a fait état de la création, en 2020, du Comité indépendant contre le racisme, composé d'experts indépendants et chargé d'examiner les éléments de preuve disponibles et les pratiques en vigueur ainsi que de faire des recommandations au Gouvernement sur les meilleurs moyens de renforcer sa stratégie de lutte contre le racisme. Le Comité avait soumis au Gouvernement un rapport d'étape dans lequel il avait recensé les questions prioritaires, établi son programme de travail et amorcé l'élaboration d'un plan d'action national. Ce plan d'action élargirait la portée d'initiatives existant déjà dans le cadre de la Stratégie d'intégration des personnes migrantes ainsi que de la Stratégie nationale en faveur de l'inclusion des gens du voyage et des Roms, qui visait à faire évoluer et à améliorer de façon significative la situation des communautés de gens du voyage et des communautés roms en Irlande.

24. En Italie, l'Office national de lutte contre la discrimination raciale était chargé de mener des activités de sensibilisation, de s'occuper de toute situation de discrimination et de promouvoir l'action positive et les études, la recherche et les formations dans ce domaine. Il devait également contrôler la bonne application du principe d'égalité de traitement et l'efficacité des mécanismes de protection. L'Italie

prévoyait d'adopter un plan d'action national de lutte contre le racisme, la xénophobie et l'intolérance qui couvrirait la période 2021-2025.

25. La Namibie a déclaré que son plan national de développement disposait que toute personne pouvait contribuer au développement du pays, indépendamment de la race, la couleur de peau, le genre, l'âge, la capacité ou l'origine ethnique. Pour ce qui était des politiques et pratiques du Gouvernement, le processus de formulation des politiques et des stratégies publiques faisait l'objet de consultations approfondies avec le public et les parties prenantes. Les peuples marginalisés de Namibie avaient été consultés lors des phases de planification, d'exécution et d'évaluation des programmes de développement visant à améliorer leur situation.

26. Le Qatar a signalé que le Doha International Centre for Interfaith Dialogue (Centre international de Doha pour le dialogue interconfessionnel) était chargé de faciliter le dialogue interconfessionnel et interculturel ainsi que de combattre l'intolérance, la discrimination et l'incitation à la violence contre des personnes d'une religion donnée ou de certaines croyances. Afin d'œuvrer en faveur de l'intégration des minorités et des personnes expatriées dans le pays, le Centre avait coopéré avec des associations caritatives, telles que la Qatar Charity Association et l'Indian Youth Commission.

27. En Suisse, depuis 2014, c'étaient les programmes d'intégration cantonaux qui servaient à fixer des objectifs communs à tous les cantons en matière de lutte contre la discrimination raciale. L'exécution de ces programmes avait été adaptée aux réalités locales ; on pouvait considérer qu'ils équivalaient à un plan d'action national de lutte contre la discrimination. La Suisse était également en train d'établir un rapport sur la discrimination raciale, qui serait publié au cours du dernier trimestre de 2021 et présenterait une analyse approfondie de la situation actuelle ainsi que des mesures adoptées aux niveaux fédéral, cantonal et communal et dans le secteur privé.

28. Le Turkménistan a déclaré avoir mis en œuvre des plans d'action relatifs à la non-discrimination, dont notamment le Plan d'action national visant à éradiquer l'apatridie (2019-2024) ; le Plan d'action national en faveur de l'exercice effectif des droits de l'enfant au Turkménistan (2018-2022) ; le Plan d'action national pour l'égalité des genres au Turkménistan (2021-2025) ; le Plan d'action national de lutte contre la traite des personnes (2020-2022) ; le Plan d'action national en faveur des droits humains au Turkménistan (2021-2025).

29. L'Union européenne a appelé l'attention sur la série de plans d'action relatifs aux droits humains et à la démocratie qu'elle avait adoptés et par lesquels elle réaffirmait l'importance d'échanger avec les pays partenaires les meilleures pratiques en matière de stratégies et de politiques. Le document intitulé *Orientations de l'Union Européenne dans le domaine des droits de l'homme relatives à la non-discrimination dans l'action extérieure* comportait des renseignements supplémentaires sur les moyens de lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Le Plan d'action de l'UE contre le racisme 2020-2025 reconnaissait l'existence du racisme structurel. En application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, il incitait tous les États membres de l'Union européenne à adopter des plans d'action nationaux pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale.

30. L'Union européenne a également indiqué que le 19 octobre 2020, la Commission européenne avait annoncé la présentation, d'ici à la fin de l'année 2021, de sa stratégie de lutte contre l'antisémitisme et de promotion de la vie juive qui viendrait compléter et appuyer l'action menée par les États membres, au vu de la hausse de la violence antisémite et de la multiplication des crimes de haine antisémites. Le 2 décembre 2020, le Conseil de l'Union européenne avait adopté une



déclaration sur l'intégration de la lutte contre l'antisémitisme dans tous les domaines d'action, dans laquelle il avait invité explicitement la Commission européenne à « faire progresser la lutte contre l'antisémitisme [...] en rassemblant des mesures de soutien dans le cadre d'une stratégie européenne globale de lutte contre l'antisémitisme ».

## **E. Éducation et mesures de sensibilisation**

31. L'Andorre a fait savoir que ses enseignants étaient formés à promouvoir les droits humains, la tolérance et la non-discrimination dans les établissements scolaires, à faciliter la participation démocratique et la cohésion de groupe, à favoriser l'apprentissage des valeurs et des compétences sociales et à développer chez les élèves, dès leur plus jeune âge, le sens de l'engagement et de la responsabilité.

32. L'Azerbaïdjan a signalé qu'un cours d'introduction au multiculturalisme était dispensé dans le cadre des programmes de premier cycle depuis septembre 2019 et que le multiculturalisme azerbaïdjanais était l'une des matières principales enseignées au niveau du Master dans les établissements d'enseignement supérieur. Il a aussi indiqué que le Gouvernement organisait chaque année de nombreux séminaires de sensibilisation à l'occasion du mois des droits humains (18 mai au 18 juin), du mois pour la paix (21 août au 21 septembre) et du mois des droits de l'enfant (20 octobre-20 novembre).

33. Le Brésil a expliqué avoir lancé en 2020 « Integra Brasil », un projet consacré principalement à la communauté quilombola Kalunga et dont l'objectif était d'utiliser le football comme vecteur de promotion des droits humains et de la non-discrimination auprès du public, ainsi que de prévenir le dopage, la toxicomanie et l'alcoolisme dans le sport.

34. Au Cambodge, l'éducation se fondait sur les principes d'inclusion, d'équité et d'égalité et sur l'accès à des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie, conformément au Plan stratégique pour l'éducation (2019-2023) du pays. Le Gouvernement cambodgien avait mis sur pied un plan d'action national pour l'enseignement multilingue, qui avait été officiellement dévoilé en mars 2016 et dont la mise en œuvre se poursuivait depuis lors. Celui-ci comportait un plan de réalisation axé sur le renforcement de l'enseignement multilingue destiné aux enfants vivant dans des communautés autochtones, l'objectif étant de donner à ces enfants la possibilité d'apprendre dans leur langue maternelle. Le Cambodge avait également créé la Commission cambodgienne des droits de l'homme pour enseigner le droit international des droits de l'homme à tous les niveaux d'éducation. De janvier 2017 à juillet 2020, celle-ci avait mené 107 campagnes de sensibilisation qui avaient atteint près d'un millier de personnes.

35. Cuba a dit qu'elle s'employait à donner de la visibilité au patrimoine africain de la nation en intégrant aux programmes des établissements d'enseignement des matières liées à cet héritage et en veillant à ce que les médias diffusent des informations sur le sujet. En 2004, le sixième congrès de l'Union des historiens de Cuba avait débouché sur l'adoption d'un plan d'action centré sur l'enseignement de l'histoire, de l'éducation civique et de la culture politique, qui comprenait notamment des cours avancés sur les origines de la traite des esclaves.

36. Le Guatemala a évoqué les mesures de lutte contre la discrimination mises en place par la Commission présidentielle contre la discrimination et le racisme à l'égard des peuples autochtones, un organisme public chargé d'élaborer des politiques publiques visant à prévenir le racisme et la discrimination raciale contre les peuples autochtones et d'assurer le suivi de ces politiques. Parmi ces mesures, on comptait

notamment l'organisation de séminaires internationaux portant par exemple sur les bonnes pratiques et les difficultés rencontrées concernant la prévention et à l'élimination du racisme et de la discrimination raciale ou sur les pratiques journalistiques et le droit à l'égalité et à la non-discrimination dans les médias. La Commission et l'Association nationale des municipalités s'étaient aussi employées à promouvoir le multiculturalisme et le respect des droits humains des peuples autochtones.

37. L'Iraq a indiqué que sa constitution garantissait aux minorités la possibilité de recevoir une éducation dans leur langue maternelle, aussi bien dans les établissements d'enseignement publics que privés. En outre, les membres des minorités nationales et religieuses avaient accès à des chaînes satellites qui diffusaient des émissions dans leurs langues respectives.

38. La Namibie a déclaré avoir chargé ses services de radiotélévision publique de veiller à ce que des informations sur la lutte contre la discrimination raciale soient diffusées dans l'ensemble du pays et dans tous les formats médiatiques.

39. Le Qatar a appelé l'attention sur les événements relatifs à l'élimination du racisme qu'avait menés le département des droits humains de son ministère des affaires étrangères, comme les activités éducatives organisées à l'occasion de la Journée nationale des droits humains (11 novembre 2020) et de la Journée arabe des droits humains (16 mars 2021).

40. Le Turkménistan a indiqué que son plan d'action national en faveur des droits humains prévoyait des mesures visant à faciliter l'accès des personnes apatrides à l'éducation, à encourager l'organisation de cours dispensés dans les langues des minorités ethniques et à étudier la possibilité d'adopter des programmes d'enseignement multilingues. Le pays prévoyait également d'adopter des mesures destinées à préserver sa diversité ethnique, culturelle et religieuse et à renforcer le dialogue interculturel dans la société turkmène.

41. L'Union européenne a déclaré que le 19 mars 2021, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, la Commission européenne avait tenu un sommet contre le racisme. Elle a également fait état de mesures prises en vue de sensibiliser le public aux problèmes de discrimination raciale, comme la publication du document intitulé *Être noir dans l'UE : Deuxième enquête de l'Union européenne sur les minorités et la discrimination* par l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne.

## F. Accès à la justice

42. Le Costa Rica a souligné que la Commission pour l'accès à la justice et le Service d'accès à la justice, qui faisaient tous deux partie de l'appareil judiciaire, s'étaient occupés de questions concernant les groupes suivants : les populations autochtones, les personnes âgées, les personnes migrantes et réfugiées, les enfants et les adolescents, les personnes handicapées, les personnes privées de liberté, les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes (LGBTQI+), les délinquants juvéniles et la population d'ascendance africaine. Des circulaires avaient rappelé à tous les employés travaillant dans le secteur de la justice qu'ils avaient le devoir de garantir aux populations autochtones un accès effectif à la justice et de veiller à l'application du principe de non-discrimination. Certains groupes, comme les personnes réfugiées, migrantes ou d'ascendance africaine, avaient bénéficié de mesures destinées à améliorer leur capacité d'accéder à la justice. La Namibie a indiqué que sa loi de 2015 sur le pouvoir judiciaire (*Judiciary Act 2015*)

visait à renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et faciliterait l'accès à la justice de ses citoyennes et citoyens.

## **G. Discours de haine, crimes de haine et extrémisme violent**

43. La Bosnie-Herzégovine a fait savoir que toute forme de propagande incitant à l'intolérance et à la discrimination raciale était interdite en son sein, ce qui était d'une importance vitale étant donné que des populations de plusieurs origines ethniques cohabitaient dans le pays. L'Irlande a signalé qu'elle ne disposait actuellement d'aucune loi portant spécifiquement sur les crimes de haine, mais que la loi de 1989 portant interdiction de l'incitation à la haine (*Prohibition of Incitement to Hatred Act*) s'appliquait à toute infraction motivée par la haine. Bien que cette loi ait érigé les discours de haine en infraction pénale, il n'y avait eu que très peu de poursuites en justice à ce titre depuis son adoption. En 2021, le Gouvernement irlandais avait adopté un projet de loi sur le plan général de justice pénale (aussi connu sous le nom de « projet de loi sur les crimes de haine », *General Scheme of the Criminal Justice (Hate Crime) Bill*), qui redéfinissait les infractions pénales existantes lorsque celles-ci étaient motivées par des préjudices contre une caractéristique protégée par la loi.

44. L'Union européenne a rappelé la Décision-cadre du Conseil de 2008 portant interdiction des discours et crimes haineux à motivation raciste ou xénophobe ainsi que de la négation ou la déformation publiques des crimes de génocide, tels que l'Holocauste, que les auteurs de telles infractions soient physiquement présents lorsqu'ils les commettent ou qu'ils agissent en ligne. C'était aux autorités nationales des États membres qu'il incombait d'enquêter sur les actes de cette nature, d'en poursuivre les auteurs et de le faire de manière efficace et rapide. En outre, l'Union européenne a appelé l'attention sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, qui précisait quels types de discours et d'actes étaient protégés par la liberté d'expression. Elle a également mis en avant le code de conduite pour la lutte contre les discours haineux illégaux en ligne, qui avait été signé en 2016 avec les principales entreprises de médias sociaux.

## **H. Inclusion et autres mesures positives**

45. La Bosnie-Herzégovine a souligné qu'en participant à la Décennie pour l'intégration des Roms, elle s'était engagée à remédier aux problèmes rencontrés par les Roms, notamment en matière de logement, d'emploi et de santé. Un plan d'action visant à apporter des solutions aux difficultés liées à l'éducation avait également été adopté. Le pays a également fait savoir qu'il avait pris en main la question de l'intolérance à l'égard des personnes réfugiées et déplacées.

46. L'Irlande a mentionné sa police de proximité et déclaré que le *Garda National Diversity and Integration Unit*, un groupe chargé de la diversité et de l'intégration qui faisait partie des forces de police (*Garda*), avait établi une relation de travail constructive avec les communautés minoritaires d'Irlande. Des représentantes et représentants de celles-ci avaient participé au Forum national de la Garda sur la diversité, qui avait abouti à la Stratégie de la Garda en matière de diversité et d'intégration (2019-2021). Le *Garda National Diversity and Integration Unit* était notamment chargé d'assurer la surveillance des crimes de haine, d'élaborer des directives générales, stratégiques et opérationnelles dans tous les domaines ayant trait à la diversité, de conseiller et d'épauler les personnes enquêtant sur les crimes de haine, de former les agents de la Garda chargés de la diversité et d'assurer la liaison entre le public et les départements de la Garda ou les autres services compétents.

47. L'Italie a déclaré que l'Office national de lutte contre la discrimination raciale apportait un appui aux personnes victimes de discrimination, grâce à un centre de contact qui fournissait des renseignements, des orientations et un soutien à toute personne ayant subi des discriminations ou ayant été témoin d'actes de discrimination, recueillait les signalements et les plaintes et assurait le suivi des causes et des incidents liés à différents motifs de discrimination (tels que l'origine ethnique, la religion, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'âge et le handicap).

48. Maurice a appelé l'attention sur sa loi de 2008 relative à l'égalité des chances (*Equal Opportunities Act*), qui visait à protéger les personnes victimes de discrimination, notamment de discrimination raciale ou religieuse. Elle a également fait état de mesures concernant par exemple ses forces de police, dont un dispositif en vertu duquel tous les agents de police recevaient une formation en matière de droits humains et une politique axée sur la non-discrimination et la lutte contre le harcèlement, qui donnait la possibilité aux membres de la police de signaler tout acte de discrimination ou de harcèlement commis à l'égard d'un autre membre du personnel.

49. La Namibie a indiqué que la loi de 2015 relative à la passation des marchés publics (*Public Procurement Act of 2015*) prévoyait l'octroi d'un traitement préférentiel aux entreprises appartenant à des femmes ou à des personnes issues de minorités autochtones.

50. La Fédération de Russie a souligné qu'elle avait versé annuellement des contributions au HCDH en vue d'appuyer les activités des mécanismes relatifs aux droits humains ainsi que les projets et programmes consacrés à la lutte contre la discrimination raciale à l'échelle internationale.

51. L'Union européenne a déclaré qu'avec l'appui de l'Agence des droits fondamentaux et de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs, elle avait invité ses États membres à intensifier leurs efforts pour prévenir la discrimination au sein des services répressifs et renforcer la crédibilité du travail mené par ces services pour lutter contre les crimes de haine. La Commission européenne aidait les États membres à prévenir les attitudes discriminatoires dans les services répressifs, à développer les compétences nécessaires aux enquêtes et poursuites portant sur les crimes de haine et à garantir un traitement juste et adéquat des victimes. En outre, l'Union européenne a fait savoir que ces travaux avaient abouti à la création d'un certain nombre d'outils d'orientation pratiques dans des domaines clés, tels que la formation relative aux crimes de haine, l'accès à la justice, l'apport d'une assistance et d'une protection aux personnes victimes de crimes ou de discours de haine et le signalement de ce type de discours et de crimes.

## I. Collecte de données

52. L'Andorre a signalé la création, en 2019, d'un Observatoire de l'égalité chargé de collecter et d'analyser des données ainsi que de rédiger des études et d'établir des plans d'action. Le Brésil a indiqué que le prochain recensement national de sa population permettrait de produire, pour la première fois, des données concernant la population quilombola. Le Guatemala a appelé l'attention sur une étude concernant le racisme, la discrimination et les inégalités dans le pays (*Estudio sobre racismo, discriminación y brechas de desigualdad en Guatemala*) qui avait été mise à jour en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et la Commission présidentielle contre la discrimination et le racisme à l'égard des peuples autochtones en vue de susciter un débat et d'actualiser les données disponibles sur les répercussions de la discrimination sur la vie des peuples autochtones. Il a aussi indiqué que, pour la première fois, dans le cadre de la Décennie

internationale des personnes d'ascendance africaine, les données sur les personnes d'ascendance africaine avaient été recueillies sur la base de l'auto-identification. L'Union européenne a déclaré qu'elle travaillait actuellement à mettre sur pied une stratégie cohérente en matière de collecte de données sur l'égalité, en particulier en ce qui concernait les données ventilées par origine raciale ou ethnique.

### III. Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et mécanismes de suivi de Durban

53. Le HCDH a donné des orientations sur les moyens possibles de prévenir et de combattre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Gouvernement du Costa Rica, il a créé un espace permettant à des personnes d'ascendance africaine occupant des postes d'influence, à des spécialistes des droits humains et à des responsables gouvernementaux de discuter ensemble des répercussions disproportionnées de la pandémie de COVID-19 sur les personnes d'ascendance africaine. Les réunions de cette instance, qui se sont tenues en ligne du 7 au 9 décembre 2020, ont eu pour thème « La Décennie internationale : considération, justice et développement ». Plus de 100 personnes y ont participé. Les discussions menées par des jeunes d'ascendance africaine au sujet des violences qu'ils avaient subies, notamment de la part de responsables de l'application des lois, alimenteront une publication à venir du HCDH qui portera sur les répercussions disproportionnées de la pandémie de COVID-19 sur les personnes d'ascendance africaine en Amérique latine.

54. L'équipe de pays des Nations Unies au Brésil a traduit en portugais la publication du HCDH sur la prévention et la lutte contre le profilage racial des personnes d'ascendance africaine<sup>3</sup>. Celle-ci avait été dévoilée en ligne en novembre 2020, en présence de juges, de procureurs et d'universitaires ainsi que de représentantes et représentants de la société civile et de familles ayant perdu des enfants à la suite de violences liées au profilage racial.

55. En Argentine, le HCDH a aidé l'Institut national de lutte contre la discrimination, la xénophobie et le racisme à schématiser les tendances en matière de discrimination dans le pays. Il a aussi aidé le Pérou à élaborer une politique nationale concernant les Afro-Péruviens. La mission de surveillance des droits de l'homme en Ukraine a œuvré en faveur de l'adoption d'une stratégie nationale d'intégration des Roms.

56. Le 27 janvier 2021, à l'occasion de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, la Haute-Commissaire a prévenu qu'au cours de l'année écoulée, le nombre de crimes de haine avait augmenté de façon inquiétante dans de nombreuses sociétés. Elle s'est également dite préoccupée par le fait que, dans l'agitation causée par la pandémie de COVID-19, une forte augmentation de l'activité antisémite en ligne avait été constatée<sup>4</sup>. Dans le cadre de sa campagne *#Fightracism* et en lien avec la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (qui a eu lieu le 21 mars 2021), le HCDH a mené des activités de communication et diffusé des produits portant sur la discrimination raciale.

<sup>3</sup> *La prévention et la lutte contre le profilage racial des personnes d'ascendance africaine : bonnes pratiques et difficultés* (publication des Nations Unies, 2019).

<sup>4</sup> Michelle Bachelet, Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, déclaration à l'occasion de la Journée internationale dédiée à la mémoire des victimes de l'Holocauste, 27 janvier 2021, et [www.un.org/fr/observances/end-racism-day](https://www.un.org/fr/observances/end-racism-day).

57. Malgré les difficultés opérationnelles posées par l'organisation de réunions intergouvernementales en présentiel à Genève pendant la pandémie, le HCDH a continué d'apporter son appui aux mécanismes de Durban, en tenant des réunions hybrides, en entretenant des contacts avec les délégations et les présidences, en procédant à des consultations en ligne et en menant des recherches techniques en continu. Il a notamment fourni un appui aux entités suivantes : le Groupe de travail intergouvernemental chargé de faire des recommandations en vue de l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, le Comité spécial du Conseil des droits de l'homme chargé d'élaborer des normes complétant la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Groupe d'éminents experts indépendants sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine.

58. Le Groupe de travail intergouvernemental chargé de faire des recommandations en vue de l'application effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban a tenu sa dix-huitième session à Genève du 12 au 23 octobre 2020. Les participants ont échangé leurs points de vue sur la situation en matière de discrimination raciale dans le monde, en tenant compte de ce qui avait été fait pour appliquer la Déclaration et le Programme d'action de Durban depuis leur adoption, 20 ans plus tôt. Le Groupe de travail intergouvernemental a examiné les progrès accomplis dans l'application du programme d'activités relatives à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et débattu des mesures à prendre pour renforcer l'efficacité des mécanismes de suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et faire en sorte que les travaux de ceux-ci soient plus complémentaires et plus synergiques. Il a également abordé les préparatifs du vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action et fait des propositions concernant la célébration de celui-ci.

59. Les 21 et 22 octobre 2020, avant la onzième session du Comité spécial chargé d'élaborer des normes complémentaires, le HCDH a organisé, dans un format hybride, une consultation d'experts juridiques, conformément à ce que lui avait demandé le Conseil des droits de l'homme au paragraphe 6 de sa résolution 42/29. Douze expertes et experts juridiques issus de chaque région géographique ainsi que la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée et un membre du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale ont examiné les questions et les éléments relatifs à un nouveau projet de protocole à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qui avait été élaboré par le Comité spécial à sa dixième session. Les expertes et experts ont participé à quatre modules de discussion, qui ont porté respectivement sur la diffusion des discours de haine, la cybercriminalité raciale, toutes les formes contemporaines de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, et les mesures préventives de lutte contre les discriminations raciales et xénophobes. À sa onzième session, en 2021, le Comité spécial examinera un rapport sur les arguments juridiques pertinents ainsi que les questions soulevées et les conseils formulés par les expertes et experts.

60. À la quarante-cinquième session du Conseil des droits de l'homme, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a présenté à celui-ci son rapport intitulé « COVID-19, racisme systémique et manifestations mondiales » (A/HRC/45/44) ainsi que ses rapports sur les visites de pays menées en Équateur et au Pérou, et il a participé à un dialogue interactif avec le Conseil<sup>5</sup>.

<sup>5</sup> Voir <https://www.ohchr.org/FR/Issues/Racism/WGAfricanDescent/Pages/CountryVisits.aspx>.



61. Le 20 novembre 2020, le Groupe de travail a tenu une réunion d'experts sur ses directives opérationnelles concernant l'inclusion des personnes d'ascendance africaine dans le Programme 2030. Celles-ci constituaient un outil précieux destiné à aider les équipes de pays des Nations Unies, les États Membres, les organismes de développement et de financement et d'autres parties prenantes à mettre en œuvre le Programme 2030 et à réaliser les objectifs de développement durable, en accordant une attention particulière aux personnes d'ascendance africaine. La vingt-sixième session du Groupe de travail a consisté notamment en cinq réunions régionales, tenues entre le 23 et le 25 novembre 2020 avec la société civile en vue d'élaborer des stratégies sur ce qu'il restait à faire à mi-parcours de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et de préparer le terrain pour le vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. La vingt-huitième session du Groupe de travail s'est tenue en mars 2021 et avait pour thème « la justice environnementale, la crise climatique et les personnes d'ascendance africaine ».

#### **IV. Programme axé sur une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales**

62. Conformément à la résolution 43/1 du Conseil des droits de l'homme, adoptée par consensus le 19 juin 2020 à l'issue d'un débat urgent sur les violations des droits humains à caractère raciste, le racisme systémique, les violences policières et la répression violente des manifestations pacifiques, la Haute-Commissaire aux droits de l'homme a présenté un rapport complet au Conseil en juillet 2021<sup>6</sup>. Dans ce rapport, elle a proposé un programme en quatre points visant à faire advenir une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales pour les personnes d'ascendance africaine. Elle a appelé à remédier à la culture du déni, à abattre le racisme systémique et à accélérer le rythme de l'action menée ; à mettre fin à l'impunité des représentants de la loi qui commettaient des violations des droits humains et à remédier au déficit de confiance à cet égard ; à veiller à ce que la voix des personnes d'ascendance africaine et de ceux qui s'élevaient contre le racisme soit entendue et à ce qu'il soit répondu à leurs préoccupations ; à regarder le passé en face, par la voie notamment de la responsabilité et des réparations. La Haute-Commissaire a demandé aux États d'engager, à partir de ces initiatives, des processus systématiques en vue de faire cesser les conséquences durables et les manifestations persistantes de ce passé dans le contexte national qui leur était propre, d'en inverser le cours et de les réparer. Les mesures prises pour remédier au passé devaient viser à transformer l'avenir : les personnes et populations d'ascendance africaine devaient orienter ces processus, qui devraient être conçus pour rechercher la vérité, définir le préjudice, obtenir justice et réparation et contribuer à la non-répétition et à la réconciliation.

63. Par la suite, dans sa résolution 47/21, le Conseil des droits de l'homme a décidé de créer un mécanisme international d'experts indépendants, qui serait composé de trois experts dans l'application des lois et les droits humains désignés par le Président du Conseil, en s'appuyant sur les orientations données par la Haute-Commissaire. L'objectif de ce mécanisme est de promouvoir une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales dans le contexte de l'application des lois à l'échelle mondiale, en particulier en ce qui concerne les séquelles du colonialisme et de la traite transatlantique, et de se pencher sur les réactions des gouvernements face aux manifestations pacifiques contre le racisme et à toutes les violations du droit international des droits de l'homme et de faire en sorte que les victimes obtiennent

<sup>6</sup> Voir A/HRC/47/53 (et son annexe) ; voir aussi [www.ohchr.org/EN/Issues/Racism/Pages/Implementation-HRC-Resolution-43-1.aspx](http://www.ohchr.org/EN/Issues/Racism/Pages/Implementation-HRC-Resolution-43-1.aspx).

justice et réparation. Le Conseil a également prié la Haute-Commissaire de renforcer et d'élargir le suivi assuré par le Haut-Commissariat afin de continuer à rendre compte du racisme systémique et des violations du droit international des droits de l'homme commises par des membres des forces de l'ordre contre des Africains et des personnes d'ascendance africaine ; de contribuer à faire respecter l'obligation de rendre des comptes et d'accorder des réparations ; d'entreprendre de nouvelles actions au niveau mondial en faveur d'une transformation porteuse de justice et d'égalité raciales. Pour cela, il était nécessaire d'apporter un appui et une assistance renforcée aux États et aux autres parties prenantes, en particulier aux personnes d'ascendance africaine et à leurs organisations, et de donner une plus grande visibilité aux travaux menés dans ce domaine.

## V. Organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme et titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

64. À sa cent deuxième session, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a adopté la recommandation générale n° 36 (2020) sur la prévention et l'élimination du recours au profilage racial par les représentants de la loi, par laquelle il a reconnu dans le profilage racial une forme de discrimination contrevenant à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Dans la recommandation générale, le Comité a également abordé les risques majeurs que posait l'utilisation de systèmes et d'outils fondés sur l'intelligence artificielle, signalant qu'il était fréquent que les effets discriminatoires du profilage algorithmique soient moins visibles et plus difficiles à détecter que ceux de décisions humaines, et donc plus difficiles à contester. À sa cent troisième session, le Comité a publié une déclaration dans laquelle il s'inquiétait de la discrimination à l'égard des personnes d'origine asiatique pendant la pandémie<sup>7</sup>.

65. En septembre 2020, à la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale, la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée a présenté à l'Assemblée un rapport sur la lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et de l'intolérance qui y est associée (A/75/329). Le rapport portait principalement sur les actes antisémites commis dans le monde ainsi que sur les autres formes de discrimination et de xénophobie observées depuis l'apparition de la COVID-19. La Rapporteuse spéciale a également présenté à l'Assemblée un rapport thématique sur les conséquences discriminatoires possibles de l'utilisation des technologies numériques dans le cadre de la gestion des frontières et de l'immigration (A/75/590).

66. En avril 2020, le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction a publié des déclarations dans lesquelles il a exprimé sa vive inquiétude quant à la montée de l'intolérance et de l'incitation à la haine contre des communautés religieuses et des communautés de conviction prises pour boucs émissaires pendant la pandémie de COVID-19, et notamment face à la recrudescence des actes antisémites<sup>8</sup>.

<sup>7</sup> Voir [www.ohchr.org/fr/hrbodies/cerd/pages/cerdindex.aspx](http://www.ohchr.org/fr/hrbodies/cerd/pages/cerdindex.aspx).

<sup>8</sup> HCDH, « Rise in antisemitic hatred during COVID-19 must be countered with tougher measures, says UN expert », 17 avril 2020, et HCDH, « UN expert warns against religious hatred and intolerance during COVID-19 outbreak », 22 avril 2020.



## VI. Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine

67. La Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine (2015-2024) est une tribune exceptionnelle qui permet notamment de mettre en valeur l'importante contribution des personnes d'ascendance africaine, de favoriser l'adoption de mesures concrètes visant à mettre fin à la discrimination et de promouvoir la pleine inclusion des personnes d'ascendance africaine. L'année 2020 a marqué le milieu de la Décennie internationale et la Haute-Commissaire, en sa qualité de coordonnatrice, a publié un rapport à mi-parcours sur les activités qu'elle menait au titre du suivi de la mise en œuvre du programme d'activités de la Décennie (A/HRC/45/47).

68. Le HCDH a continué d'organiser son programme annuel de bourses destinées aux personnes d'ascendance africaine, qui dure trois semaines<sup>9</sup>. Au total, 28 jeunes leaders et leadeuses d'ascendance africaine venus de divers pays (Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Colombie, États-Unis d'Amérique, Haïti, Jamaïque, Mexique, Pérou, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Uruguay) ont eu l'occasion d'approfondir leurs connaissances sur le droit international des droits de l'homme, le système des Nations Unies et les moyens de lutter contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée dans leurs pays respectifs. En 2021, le HCDH a publié une brochure intitulée *Voices of the decade* (« Les voix de la décennie »), qui présente le travail accompli par 11 anciennes boursières et anciens boursiers du programme.

69. En application de sa résolution 16/21, le Conseil des droits de l'homme a organisé à sa quarante-sixième session une rencontre annuelle de haut niveau avec les chefs des organes directeurs et des secrétariats des entités du système des Nations Unies. L'objectif de cette rencontre avait été de promouvoir l'intégration des droits humains dans les activités de l'ensemble du système des Nations Unies, en faisant le point sur l'état d'avancement de la lutte contre le racisme et la discrimination 20 ans après l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et en tenant compte des conséquences délétères de la pandémie de COVID-19. Le 12 mars 2021, le HCDH a tenu un débat sur l'examen à mi-parcours de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine pour commémorer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, débat qui était axé sur le rôle des jeunes dans la lutte contre la discrimination raciale et la promotion du dialogue.

## VII. Département de la communication globale et entités du système des Nations Unies

70. Dans sa résolution 75/237, l'Assemblée générale a prié le HCDH et le Département de la communication globale de lancer une campagne d'information pour célébrer le vingtième anniversaire de l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. En étroite coordination avec le HCDH, le Département de la communication globale a élaboré une campagne de communication ciblée qui sera menée de juillet à décembre 2021 pour présenter l'action menée à l'échelle mondiale en vue de mettre fin au racisme et à toutes les formes de discrimination qui y sont associées comme une question de droits humains et un devoir moral universel. L'objectif de cette campagne est de montrer ce à quoi ressemblerait un monde exempt de racisme.

<sup>9</sup> Voir [www.ohchr.org/FR/Issues/Racism/InternationalDecade/Pages/FellowshipProgramme.aspx](http://www.ohchr.org/FR/Issues/Racism/InternationalDecade/Pages/FellowshipProgramme.aspx).

71. La campagne est connexe à celle menée par le HCDH pour lutter contre la discrimination raciale (la campagne *#Fightracism*), qui appelle l'attention sur le fait que la discrimination raciale et le racisme sous toutes ses formes et manifestations sont des problèmes d'envergure mondiale, auxquels se heurtent aussi bien des individus que des communautés, notamment les peuples autochtones, les personnes migrantes, réfugiées, en quête d'asile ou déplacées à l'intérieur de leur propre pays ou encore les personnes appartenant à certaines populations en raison de leur nationalité, ou au nom de la race ou de leur appartenance ethnique, religieuse ou linguistique.

72. Les centres d'information des Nations Unies du monde entier célébreront le vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban en organisant toutes sortes d'activités en collaboration avec des partenaires locaux. Le Département de la communication globale prépare également une campagne destinée à amplifier la portée du travail et des activités de l'Équipe spéciale pour l'éradication du racisme et la promotion de la dignité de toutes et tous à l'ONU, qui est le fer de lance des études et des débats menés en interne par l'Organisation s'agissant de la lutte contre le racisme dans les lieux de travail de l'ONU.

73. Le Département a également mobilisé les énergies en faveur de la lutte contre les préjugés, l'injustice et le racisme grâce à des programmes de sensibilisation portant sur la traite transatlantique des esclaves et l'esclavage, l'Holocauste, et le génocide perpétré en 1994 au Rwanda. En juillet 2020, il a organisé une série de discussions en ligne sur le thème « Au-delà de l'ombre : comment parler des passés douloureux » (« Beyond the long shadow: engaging with difficult histories »), dont l'objectif était de faire mieux comprendre le poids de l'Histoire et le rôle joué par le racisme, ainsi que de réfléchir, à partir de l'examen du passé, aux meilleurs moyens de bâtir un monde juste.

74. Le HCDH et d'autres entités des Nations Unies se sont employés à renforcer encore davantage le Réseau des Nations Unies sur la discrimination raciale et la protection des minorités, dont le HCDH assure la coprésidence à titre permanent. Le Réseau a dressé une liste de contrôle visant à renforcer l'action menée par le système des Nations Unies au niveau national pour combattre la discrimination raciale et faire avancer les droits des minorités. Cette liste est utilisée depuis mars 2021 et son emploi est en passe d'être généralisé à toutes les présences sur le terrain. Dans le contexte de la crise sanitaire liée à la COVID-19, le 29 avril 2020, le Réseau a publié une déclaration intitulée « Ne laisser personne pour compte : la discrimination raciale et la protection des minorités dans la crise liée au COVID-19 ».

75. Le FNUAP a élaboré une stratégie générale relative à la Décennie internationale, l'objectif étant de renforcer ses capacités institutionnelles, de développer les programmes sur ce sujet et d'accroître la visibilité des personnes d'ascendance africaine grâce à des activités de sensibilisation et de mobilisation.

76. Sous les auspices de l'équipe spéciale du Groupe des Nations Unies pour le développement durable chargée de l'application du principe consistant à ne laisser personne de côté, des droits humains et du programme normatif, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et l'Organisation mondiale de la Santé ont initié un processus consultatif faisant participer le personnel de l'ONU, les équipes de pays des Nations Unies et le Siège de l'ONU, avec l'appui de l'Université Harvard, en vue d'échanger sur les moyens de s'attaquer à la discrimination raciale à la faveur des plans de relèvement face à la COVID-19.

77. Dans le cadre de sa riposte à la pandémie de COVID-19, en avril 2020, l'UNESCO a dirigé une série de 15 webinaires thématiques portant sur l'inclusion en temps de pandémie et la lutte contre le racisme, la discrimination et l'exclusion dans

le contexte de la COVID-19 (« Inclusion in the time of COVID-19: addressing racism, discrimination, and exclusion ») et organisé une série de consultations régionales avec des expertes et experts en vue de déconstruire le racisme.

78. Lors du quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime a organisé un événement de haut niveau sur l'accès égal de toutes et tous à la justice, à l'occasion duquel ont été abordées les questions de la justice raciale et de la justice pour les personnes victimes de discrimination raciale, y compris les discriminations pratiquées par la police. À sa vingt-huitième session, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a tenu un débat thématique sur la responsabilité des systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains et responsables dans la prévention et la lutte contre la criminalité motivée par l'intolérance ou la discrimination.

## VIII. Conclusions et recommandations

79. Le vingtième anniversaire de la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et de la Déclaration et du Programme d'action de Durban arrive à un moment décisif de la lutte pour la justice raciale. Partout dans le monde, des personnes et des communautés exigent que les choses changent. Bien que les mesures et les initiatives dont ont rendu compte les États Membres aux fins de l'établissement du présent rapport prouvent que des efforts ont été déployés pour faire évoluer la situation, les États Membres n'ont pas systématiquement et uniformément mis en œuvre le Programme d'action adopté à Durban (Afrique du Sud) il y a 20 ans. La pandémie de COVID-19 a jeté une lumière encore plus crue sur les conséquences foncièrement disproportionnées qu'ont la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, notamment lorsque s'ajoutent à celles-ci d'autres motifs de discrimination, et elle a montré l'urgence qu'il y avait à éliminer le racisme.

80. Les États Membres, les organisations régionales, la société civile et les autres parties prenantes devraient redoubler d'efforts pour mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Durban ainsi que le document final de la Conférence d'examen de Durban. Les États et les autres parties prenantes sont invités à participer aux travaux des mécanismes de suivi de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et à appliquer les recommandations qui en sont issues.

81. En vue d'appliquer la Déclaration et le Programme d'action de Durban ainsi que le document final de la Conférence d'examen de Durban, les États Membres sont également incités à créer et à équiper, ou à renforcer, des organes, mécanismes et entités interinstitutionnelles spécialisés et à les doter de ressources financières adéquates.

82. Les États Membres doivent non seulement œuvrer à appliquer plus rapidement la Déclaration et le Programme d'action de Durban, mais aussi prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir, combattre et éliminer réellement toutes les manifestations du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, de manière non seulement à respecter leurs obligations internationales mais à aller au-delà de celles-ci. Cela suppose tout d'abord qu'ils s'acquittent pleinement et effectivement des obligations qui sont les leurs au regard de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du droit international des droits de l'homme, en particulier le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et

culturels et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Les États Membres qui ne l'ont pas encore fait sont vivement engagés à ratifier ces traités ou à y adhérer.

83. Les États parties qui ne l'ont pas encore fait sont également invités à déclarer, conformément aux dispositions de l'article 14 de la Convention internationale, qu'ils reconnaissent la compétence du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale pour connaître des communications émanant de personnes ou de groupes de personnes relevant de sa juridiction qui se plaignent d'être victimes d'une violation, par lesdits États parties, de l'un quelconque des droits énoncés dans la Convention.

84. Les États Membres devraient sans délai élaborer et mettre en pratique des plans d'action nationaux de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Ils devraient également prendre des mesures supplémentaires, notamment en procédant à des examens pour s'assurer que leurs lois, règlements et politiques n'ont pas de conséquences directes ou indirectes qui soient discriminatoires sur le plan racial, adopter des cadres juridiques solides et conformes aux normes internationales et créer ou renforcer leurs mécanismes nationaux de défense des droits humains, qui doivent être alignés sur les Principes de Paris.

85. Plus particulièrement, en ce qui concerne les personnes d'ascendance africaine, les États Membres sont encouragés à utiliser et à enrichir les cadres existants susceptibles de faire bouger les lignes, en souscrivant par exemple à la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine et à son programme d'activités et en mettant en application, par des mesures concrètes, le programme de transformation axé sur la justice et l'égalité raciales tel qu'il a été conçu et énoncé par la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ([A/HRC/45/47](#)).

86. Les États Membres sont vivement encouragés à faire en sorte que l'Instance permanente des personnes d'ascendance africaine devienne opérationnelle. Celle-ci servira de mécanisme de concertation pour les personnes d'ascendance africaine et les autres parties prenantes ainsi que de plateforme consacrée à la promotion des droits humains et à l'amélioration de la vie des personnes d'ascendance africaine, notamment en contribuant à l'élaboration d'un projet de déclaration des Nations Unies sur la promotion et le plein respect des droits humains des personnes d'ascendance africaine<sup>10</sup>. La réunion de haut niveau qui se tiendra en septembre 2021, à l'occasion du vingtième anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, sur le thème « Réparations, justice raciale et égalité pour les personnes d'ascendance africaine » offre une autre occasion de mieux faire connaître dans le monde les enjeux relatifs à la justice réparatrice pour les personnes d'ascendance africaine. Ces différents processus doivent être utilisés de manière intégrée et prospective pour en optimiser l'effet global.

87. Les États Membres sont encouragés à faire preuve de davantage de volonté politique pour ce qui est d'accélérer le rythme de l'action menée en faveur de la justice et de l'égalité raciales, notamment en prenant des mesures concrètes pour donner suite aux recommandations formulées par les mécanismes des droits humains des Nations Unies et leurs homologues régionaux, les commissions d'enquête, les institutions nationales des droits humains et les organismes de lutte contre les discriminations.

<sup>10</sup> Résolutions [69/16](#), [73/262](#) et [74/137](#) de l'Assemblée générale.

88. Les États Membres devraient en particulier coopérer avec le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine et la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, notamment en les invitant à effectuer des visites de pays et en appliquant leurs recommandations thématiques ou nationales. Ils sont également invités à coopérer avec le nouveau mécanisme international d'experts indépendants créé par le Conseil des droits de l'homme dans sa résolution [47/21](#).

89. Les entreprises aussi ont un rôle majeur à jouer dans l'éradication de la discrimination raciale. Conformément à la responsabilité qui leur incombe de respecter les droits humains, telle qu'elle est énoncée dans les Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies (annexe du [A/HRC/17/31](#)), les entités du secteur privé devraient tenir compte de la diversité et de l'inclusion dans leurs politiques et procédures, repérer les problèmes de discrimination raciale auxquels elles peuvent être associées, remédier aux cas de racisme et de discrimination raciale dans leurs lieux de travail et dans leurs chaînes d'approvisionnement et prendre des mesures pour s'assurer que leurs opérations, produits et services, y compris les systèmes et outils basés sur l'intelligence artificielle, ne soient pas à l'origine de discrimination raciale, n'y contribuent pas et n'y soient pas liés.

90. Les États Membres tout comme les entreprises devraient renforcer l'action qu'ils mènent pour combattre les discours de haine. Les États Membres devraient consacrer des ressources à l'adoption de dispositions adéquates visant à lutter contre le racisme et prendre des mesures pour inciter les entreprises à assumer les responsabilités mises à leur charge par les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme. Les médias, et surtout les médias sociaux, devraient prendre des dispositions pour remédier aux contenus incitant à la violence, à la discrimination ou à l'hostilité, en se fondant sur la législation nationale applicable et sur le test des six critères décrit dans le Plan d'action de Rabat sur l'interdiction de l'appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence ([A/HRC/22/17/Add.4](#), appendice).

91. Les États Membres devraient faire de la réalisation de l'égalité raciale une priorité dans le cadre de l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et veiller à ne pas faire de laissés-pour-compte parmi les individus ou les communautés, en sollicitant la participation active de ceux-ci et en les consultant au sujet des questions de droits humains qui les concernent. De manière générale, il est essentiel que les personnes lésées par les inégalités raciales puissent participer pleinement aux processus ayant des retombées sur leurs vies, et que leurs voix soient entendues et respectées. Les États Membres devraient également s'employer à mieux faire connaître les recours disponibles au niveau national et autre s'agissant des violations des droits humains subies en raison de la discrimination raciale et du racisme.